

GRAND CALAIS

Terres & Mers



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(C.C.T.P.)

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 Calais cedex**

**TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE LA STATION D'AVITAILLEMENT DE
L'AÉROPORT DE CALAIS-DUNKERQUE**

**Procédure adaptée en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux marchés publics et du CCAG de Travaux.**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Généralités	3
1.1 Présentation du projet	3
1.2 Reconnaissance des lieux	3
1.3 Coordination sécurité et protection de la santé	3
1.4 Connaissance du site et du projet	4
1.5 Limite des prestations	4
1.6 Renseignements complémentaires	4
1.7 Documents et réglementations de références	4
1.8 Documents d'ouvrages exécutés	5
1.9 Prescriptions particulières	5
1.10 Protection des ouvrages	5
1.11 Continuité de l'avitaillement	5
1.12 Documents à joindre à l'offre	5
1.13 Etat des lieux	5
Article 2 – Description des ouvrages et des prestations attendues	6
2.1 Equipements présents sur site	6
2.2 Réseau de collecte des eaux pluviales et hydrocarbures	6
2.3 Réseau de tuyauterie	7
2.4 Distributeurs de carburants	7
2.5 Travaux divers	8
Article 3 - Réception	8
Article 4 – Présentation de la plateforme aéroportuaire	8
4.1 Présentation générale	8
4.2 Perspectives de développement	9
4.3 Chiffres clefs	10
4.4 Animations, services et projets divers	10

Article 1 - Généralités

1.1 Présentation du projet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières ont pour objet de décrire les prestations suivantes :

TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE LA STATION D'AVITAILLEMENT DE L'AÉROPORT DE CALAIS-DUNKERQUE

Ce document devra être vérifié par l'entreprise avant la remise de son offre.

Nota important :

⇒ *Le candidat contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux nécessaires de sa profession pour le parfait achèvement des ouvrages projetés conformément aux règles de l'art et aux règlements en vigueur.*

⇒ *Les quantités, caractéristiques ou dimensions des aménagements et équipements présentées dans le présent document sont données à titre indicatif, le candidat devra quantifier et détailler lui-même les caractéristiques précises du projet qu'il envisage en fonction de l'exigence du site.*

⇒ *Ces travaux sont l'étape préalable et incontournable d'une stratégie de modernisation de la station d'avitaillement de l'Aéroport. Ce marché sera complété ultérieurement par une procédure de concession des installations, qui définira les modalités d'occupation et d'exploitation de la station d'avitaillement par son bénéficiaire (pose d'un automate de distribution, fourniture et vente de carburants aéronautiques en libre-service, exploitation et entretien des équipements...)*

1.2 Reconnaissance des lieux

Le candidat reconnaît s'être parfaitement rendu compte sur place des difficultés éventuelles, prendra toutes les mesures, relevés et photographies qu'il jugera nécessaires pour répondre au besoin.

Il retrouvera en annexe une attestation de visite des lieux à faire remplir par l'accompagnateur sur site.

Le candidat doit vérifier, avant de commencer ses travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice.

Il devra toutes les protections nécessaires et devra réparation intégrale de tout dommage, le cas échéant.

1.3 Coordination sécurité et protection de la santé

Au moins 15 jours ouvrés avant le début des travaux, l'Entreprise titulaire du marché et le Représentant du maître d'ouvrage se rendront sur site afin de rédiger le plan de prévention, qui reprend l'ensemble des risques créés par la nature des travaux et du site, ainsi que les moyens de prévenir ces risques.

Ce plan, élaboré en coordination avec les services AFIS et SSLIA de l'aéroport, détaillera en outre l'étude de sécurité relative au déroulement de la phase de travaux, avec description de la mise en place d'un protocole d'intervention des secours sur site.

1.4 Connaissance du site et du projet

L'entreprise ne saurait se prévaloir, postérieurement à la passation du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux.

Le candidat reconnaît à cet effet :

- S'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, de leur importance, de leur nature, et de leurs conditions d'exécution.
- S'être rendu sur place afin de prendre connaissance de l'état actuel des lieux, de l'emplacement du chantier et des moyens d'accès.
- Avoir connaissance de tous détails qui auraient pu être omis sur les plans ou au CCTP. En cas de doute, manque de concordance entre documents, omissions, l'entreprise en référera immédiatement au maître d'ouvrage, ce avant la remise des offres, faute de quoi elle sera tenue responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Il est entendu qu'il ne saurait être accordé en cours de chantier une majoration quelconque du prix accepté, pour raison d'omission ou d'imprécision, chaque société devant l'intégralité des travaux nécessaires pour mener à bien l'aménagement des locaux, dans les règles de l'Art.

1.5 Limite des prestations

Conformément aux pièces contractuelles constituant le marché, l'Entreprise doit sans réserve, la réalisation de tous les travaux décrits ci-après, jusqu'à la parfaite conformité avec les documents constituant le marché et ceux qui y sont mentionnés, sans qu'il soit nécessaire de le préciser à chaque ouvrage.

L'énumération des matériels, fournitures et dispositions nécessaires à l'exécution des travaux d'aménagement de la station d'avitaillement n'est pas limitative.

L'entreprise répondra à l'ensemble des besoins exprimés pour assurer l'ensemble des prestations du présent marché et reconnaît par ses connaissances professionnelles dans sa spécialité, suppléer aux détails qui peuvent être omis dans les différentes pièces du dossier.

1.6 Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements complémentaires relatives au dossier « marché » devront être faites par écrit, auprès de la Direction du Patrimoine Bâti, service représentant du Maître d'Ouvrage.

1.7 Documents et réglementations de références

Dans l'étude et l'exécution de son marché, le candidat devra exécuter ses travaux conformément aux :

- Documents Techniques Unifiés, aux ouvrages correspondants et leur Cahier des Charges et Clauses Spéciales
- Arrêtés, circulaires, lois, décrets, ordonnances, concernant la fourniture et l'exécution des travaux
- Lois et décrets d'application en vigueur portant sur la sécurité et l'hygiène des chantiers.
- Réglementation ICPE rubrique 1435 liée aux installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables
- Normes ATEX
- Standards aéroportuaires internationaux
- Arrêtés, circulaires, lois, décrets, ordonnances, en relation avec la directive MID, concernant les caractéristiques réglementaires des instruments de mesure dans le cadre de la revente de carburant.

Cette liste n'est donnée qu'à titre indicatif et ne peut constituer une énumération limitative.

Validité des documents : les documents applicables au présent marché sont ceux en vigueur le premier jour du mois de l'établissement des prix par le candidat à sa remise d'offre.

1.8 Documents d'ouvrages exécutés

L'entreprise retenue devra fournir dans un délai de 4 semaines après la réception des travaux, ces documents en 3 exemplaires dont un sur CD.

1.9 Prescriptions particulières

Le candidat devra se conformer aux prescriptions du CCTP pour les prestations diverses dues par lui et notamment celles concernant :

- La garantie
- Le nettoyage
- L'évacuation des déchets
- Les protections des ouvrages existants
- La réception,
- L'examen préalable des lieux,
- Le constat des existants,
- L'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et équipements nécessaires.

1.10 Protection des ouvrages

L'entreprise devra assurer la protection de ses ouvrages pendant toute la durée des travaux par tous moyens nécessaires et efficaces, sans aucun supplément aux prix forfaitaires et cela jusqu'à la réception des travaux.

1.11 Continuité de l'avitaillement

L'entreprise devra assurer la **continuité de l'avitaillement en carburant JET et AVGAS** des aéronefs utilisant la station pendant toute la durée des travaux, par mise en place d'équipements, de moyens et d'une organisation, qu'elle décrira précisément dans son mémoire technique, et cela jusqu'à la réception des travaux. Elle inclura dans son offre une session de formation qui sera délivrée aux agents sur site quant à l'utilisation de ce matériel dans le cadre d'un avitaillement mobile.

Le cas échéant l'entreprise fera le lien avec le titulaire du marché de fourniture de carburéacteurs en vigueur au moment des travaux sur la station, afin de faciliter le transfert d'un point de vue technique et administratif (déclaration douanière sur le transfert de carburant JET A1).

1.12 Documents à joindre à l'offre

Le contractant devra joindre à son offre un mémoire technique reprenant la méthodologie et les techniques employées pour réaliser les travaux. Voir dans le règlement de consultation, la liste des pièces à joindre dans l'offre.

1.13 Etat des lieux

Un état des lieux avant et après travaux sera effectué avec le maître d'ouvrage, afin de constater de l'état des installations d'avitaillement. Les éventuelles détériorations constatées après travaux devront être prises en charge par l'entreprise avant la remise de l'installation.

Article 2 – Description des ouvrages et des prestations attendues

2.1 Equipements présents sur site

Un plan de situation global des équipements de l'aéroport est inclus en annexe du dossier de consultation des entreprises.

La station d'avitaillement est composée de deux distributeurs distincts, pour l'AVGAS 100LL et le JETA1, chacun étant associé à une cuve enterrée en service (3 autres anciennes cuves inertées étant présentes sur site à proximité).

RESERVOIRS DE CARBURANTS

	Cuve JET A1	Cuve AVGAS 100LL
Capacité	50 m3, diamètre 3m	40 m3, diamètre 2,5m
Structure	Double enveloppe	Double enveloppe
Revêtement	Interne Epoxy	Interne Epoxy
Mise en service	1998	1983
Divers	Pente 2%	Pente 2%
	Aspiration flottante type "boa"	Aspiration flottante type "boa"

DISTRIBUTEURS DE CARBURANTS

	Distributeur JET A1	Distributeur AVGAS 100LL
Marque	Erla A 24.12	Erla A 3.5
Débit	12 m3/h	5 m3/h
Filtration	absorbante	absorbante
Mise en service	1997	1997
Pompe	Mouvex CC810 (origine)	Tokheim EPZ 75 (origine)
Dégazeur	Satam ZCE 18	Tokheim EC30.5 (origine)
Flexible distrib	Dynaflex DN32 - Lg 30m (périmé)	Kleber DN25 - Lg 20m (périmé)
Flexible dépotage	Dynaflex DN80 - Lg 6,8m (périmé)	Dynaflex DN80 - Lg 6,8m (périmé)

Remarque :

Les données techniques des installations existantes reprises ci-dessus sont données à titre indicatif, elles n'exemptent pas le candidat d'un diagnostic précis de ces équipements, en vue de l'élaboration d'une proposition technique la plus adaptée au besoin de la collectivité.

2.2 Réseau de collecte des eaux pluviales et hydrocarbures

La zone d'avitaillement est pourvue d'un caniveau de collecte des eaux pluviales à proximité des installations de distribution, le réseau de collecte n'étant pas équipé de séparateur d'hydrocarbures, et aboutissant au milieu naturel.

L'aire de dépotage comprend une partie non imperméabilisée (sol graviers), et une partie confondue avec l'aire de distribution, sans présence de matériaux absorbants.

Les liquides susceptibles d'être pollués doivent être collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un système d'obturation automatique. Un dispositif de collecte indépendant doit être prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution.

Les points de rejets devront être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

Afin de mettre en conformité la station d'avitaillement avec la réglementation ICPE, par prévention d'une pollution des sols par égouttures, fuites ou déversement accidentel et maîtrise des rejets vers l'environnement, il est demandé au candidat d'élaborer un programme de travaux comprenant à minima (de façon commune aux distributeurs JET et AVGAS) :

- Etanchéification de la cheminée de service, collecte en point bas
- Construction de dalles et socles sous appareils de distribution et points de purge, avec collecte en point bas
- Construction de dalle sur les zones d'avitaillement et de dépotage avec collecte point bas
- Raccordement de l'ensemble des points de collectes vers un séparateur d'hydrocarbures avec création d'un regard pour mesures et prélèvements, raccordement vers le réseau d'évacuation des eaux pluviales

Le candidat joindra à son offre une description du procédé (type Anti-K ou équivalent) ou mode opératoire qu'il compte appliquer afin d'étanchéifier les aires de dépotage et d'avitaillement. Il inclura une représentation schématique des travaux qu'il envisage. A titre d'information, l'aéroport est susceptible d'accueillir des avions de 12 mètres d'envergure max s'avitillant en AVGAS, et de 30 mètres d'envergure max en JET.

Le candidat devra prendre en compte dans ses travaux de terrassement la possibilité d'installer un système d'extinction automatique d'incendie, au niveau de la dalle support des distributeurs, pour se faire il devra alors réserver un emplacement spécifique à cet équipement, installé ultérieurement à cette phase de travaux.

2.3 Réseau de tuyauterie

Les canalisations reliant les réservoirs aux distributeurs sont constituées d'inox et de parties en acier galvanisé (purge, ligne d'aspiration, ligne de dépotage, évent), certaines d'entre elles devenant vétustes.

Il reviendra au candidat d'évaluer la nécessité d'un remplacement partiel ou total de ces tuyauteries, qu'il chiffrera dans son offre. Il détaillera le type de canalisations les plus adaptées au site (INOX ou équivalent) et le type de technique utilisée (soudée, sertie).

Le candidat devra prendre en compte dans le choix des matériaux et techniques employées l'obligation de respecter les standards des pétroliers utilisant ces équipements dans le cadre de leurs approvisionnements du site en carburants.

2.4 Distributeurs de carburants

Les équipements de distribution de carburants JET et AVGAS ont plus de vingt ans, et pourront faire l'objet de remise à niveau partielle ou totale que le candidat chiffrera dans son programme de travaux.

Remarques :

- La remise à niveau des distributeurs, qui sera compatible avec la réglementation métrologique en vigueur, devra prendre en compte la future installation d'un automate à cartes, qui en asservira leur fonctionnement.
- Les distributeurs et compteurs font actuellement l'objet d'une prestation d'entretien et de maintenance annuelle par le biais d'une société spécialisée.

Les travaux sur les distributeurs devront intégrer un remplacement des buses de distribution (en priorité buse large pour couplage sur le JET), permettant de lutter contre le misfueling, ainsi que la pose d'un enrouleur.

2.5 Travaux divers

Le candidat chiffrera également l'ensemble des travaux annexes à effectuer dans le cadre de la modernisation de la station d'avitaillement de JET et d'AVGAS, avec en particulier (non exhaustif) :

- Pose d'une clôture avec portillon autour de la zone de stockage de carburant et sécurisation des trappes d'accès aux cuves, remise en service du système alerte en cas de fuite sur cuves
- Reprise de corrosion sur les plateaux de cuves
- Sécurisation des trappes métalliques d'accès aux cuves
- Remplacement des pompes « JAPY »
- Aménagements électriques de l'installation (réfection de l'armoire, raccordements divers, installation d'équipements ATEX, mise à la terre...)
- Remplacement de pistolets, flexibles (dépotages et/ou avitaillement) ... si ceux-ci sont nécessaire selon l'usure ou les dates de péremption
- Signalétiques et dispositifs de prévention diverse
- Tout autre remplacement, installation ou fourniture d'équipements jugés nécessaires en vue d'une exploitation sécurisée de la station d'avitaillement

Article 3 - Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Il bénéficie d'un délai de 5 jours ouvrés pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire a 5 jours ouvrés pour lever les réserves.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Article 4 – Présentation de la plateforme aéroportuaire

Cette présentation de l'Aéroport de Calais-Dunkerque est donnée à titre indicatif et n'a aucune valeur contractuelle. Les prévisionnels et perspectives d'évolution de la plateforme n'engagent en aucun cas la responsabilité de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers.

4.1 Présentation générale

L'Aéroport International de Calais-Dunkerque, situé sur le territoire de la commune de Marck, à l'est de Calais, est un aéroport de province, principalement à vocation de service public. La Communauté d'Agglomération du Calaisis assume la gestion et l'exploitation de la plateforme en régie directe depuis le 1er janvier 2008.

Du fait de sa situation géographique, cet aéroport est un point de passage frontalier et constitue la première ou la dernière escale avant ou après la traversée du Déroit du Pas-de-Calais.

Il bénéficie à ce titre de la présence du service des douanes, est régulièrement utilisé par les services de l'Etat (vols régaliens, sécurité civile et maritime, etc.) et accueille des activités diverses (aviation de tourisme et de loisirs ; vols sportifs et affrétés ; aviation d'affaires en lien avec les opérateurs économiques présents sur la Côte d'Opale ; travail aérien ; vols sanitaires (transport d'organes destinés à des greffes notamment) ; couverture aérienne d'événements d'importance organisés sur la Côte d'Opale, tels que les 4 Jours de Dunkerque – Tour des Hauts-de-France ; etc.).

L'Aéroport International de Calais-Dunkerque constitue par ailleurs un élément d'attractivité majeur pour le Grand Port Maritime de Dunkerque : la station ouest du Pilotage Maritime de Dunkerque est en effet composée de trois sites, dont la base d'hélicoptères située à l'Aéroport International de Calais-Dunkerque, qui assure l'entretien et la disponibilité 24/24h, tout au long de l'année, de l'hélicoptère du pilotage.

Bien que n'accueillant actuellement aucune ligne régulière de transport de fret ou de passagers, l'existence d'un aéroport sur le territoire du Calaisis constitue une nécessité pour aujourd'hui et une opportunité pour l'avenir :

- Une nécessité qui réside principalement en son rôle pour les services d'assistance terrestre et maritime, ainsi qu'en son importance pour la sécurité civile et sanitaire (tel qu'évoqué ci-dessus) ;
- Une opportunité, en ce que cet équipement permet d'appuyer le développement économique et touristique du littoral, dans le cadre, notamment, de l'expansion portuaire « Calais Port 2015 » et du développement industriel, logistique et événementiel du territoire.
- A cela s'ajoute l'intérêt des activités touristiques et de loisirs : aéromodélisme, vols d'initiation, meetings aériens, voire vols affrétés (en lien avec les croisières organisées au départ du Port de Calais, etc.).

4.2 Perspectives de développement

Différents axes de travail ont été pré-identifiés :

- Développement de vols affrétés (« charter ») à destination ou en provenance de l'Europe du sud et des îles britanniques ;
- Développement des activités de transport de marchandises, en offrant notamment aux sociétés de transport « express » d'utiliser la plateforme aéroportuaire pour l'acheminement de marchandises urgentes ou de valeur.
- Ce développement pourrait être couplé à celui des activités de transport fret d'urgence, voire de crise, permettant de répondre aux besoins des entreprises britanniques et du territoire devant acheminer des matériels vers ou depuis la Grande-Bretagne lors de problèmes d'acheminement via les voies « classiques » (Port de Calais ou Tunnel sous la Manche) ;
- Renforcement de la place de l'aviation d'affaires et de l'aviation de tourisme/loisirs, via notamment le développement de l'offre d'occupation de terrains propriété de la collectivité pour la réalisation de hangars d'aviations privés.

Grand Calais Terres & Mers a entrepris, depuis plusieurs années, un travail de réorganisation de l'aéroport et de ses services afin de renforcer son attractivité, d'assurer le respect de la réglementation aéronautique et d'optimiser le fonctionnement de la plateforme.

4.3 Chiffres clefs

- EFFECTIFS 2018

- 4 agents administratifs / accueil (dont l'un chargé du SPPA (Service de Prévention du Péril Animalier) ;
- 3 pompiers ;
- 1 agent certifié AFIS
- 1 directeur de site certifié AFIS

- MOUVEMENTS

La plateforme enregistre en moyenne 10 000 mouvements commerciaux et d'aviation générale par an.

- VOLUMES DE CARBURANTS LIVRES

La distribution de carburants aéronautiques se répartit, en moyenne, de la façon suivante :

- **JET A1 :** **200 000 Litres / an**
- **AVGAS 100LL :** **100 000 Litres / an**

4.4 Animations, services et projets divers

La plateforme aéroportuaire accueille les services suivants :

- Animations de parachutisme (6 weekends / an)
- Portes ouvertes des aéroclubs (baptêmes, visite d'avions)
- Opérations militaires ponctuelles
- Restauration sur site
- Cellules commerciales
- Espaces de réunion
- ...

En compléments de la remise aux normes de la station d'avitaillement, d'importants investissements structurels notables sont par ailleurs engagés ou en passe de l'être, de façon à renforcer l'attractivité du site :

- Réalisation d'une hélistation normalisée et sécurisée
- Remise en service de la piste en herbe
- Renforcements des moyens de secours su service SSLIA
- Réhabilitation et construction de hangars d'aviation
- Sécurisation générale du site (clôtures et barrières, gestion d'accès)